



RESEAU POUR LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE ET DE JUSTICE,
« RRSJ »

JANVIER 2015

RAPPORT ANNUEL 2014

272, avenue Buta, Commune de Lingwala, Kinshasa – République démocratique du Congo

Tél. : 0992489809 - 0818101084 E-mail : bcr.rrsj@gmail.com / rrsj-bcn@rrsj-rdc.org

Site web : <http://www.rrsj-rdc.org>



RESEAU POUR LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE ET DE JUSTICE, « RRSSJ »

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel n°767/CAB/MIN/
J&DH/2012 du 18 avril 2012

RAPPORT ANNUEL 2014

Rapport adopté et validé à la 12^{ème} Réunion Nationale du RRSSJ (du 6 au 7 fév. 2015)

JANVIER 2015

SECURITE

Regroupement des acteurs de la Société Civile pour les actions de monitoring, de lobbying, de plaidoyer et de sensibilisation

272, avenue Buta, Commune de Lingwala, Kinshasa – République démocratique du Congo
Tél. : 0992489809 - 0818101084 E-mail : bcr.rrsj@gmail.com / rrssj-bcn@rrsj-rdc.org
Site web : <http://www.rrsj-rdc.org>

TABLE DES MATIERES

Principales abréviations	Page 5
A . Remerciements	Page 6
B . Sommaire.....	Page 7
I . Contexte de mise en œuvre	Page 7
II . Principaux projets exécutés et activités menées	Page 8
2.1 . Projet de « Monitoring citoyen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs ».....	Page 8
2.2 . Projet de « Coordination, monitoring, suivi et plaidoyer sur le processus de réforme de la Police Nationale Congolaise »	Page 10
2.3 . Projet d' « appui à la mise en œuvre de la Police de Proximité dans la Commune de Kinshasa »	Page 13
III . Principaux résultats obtenus	Page 14
IV . Histoires de succès	Page 15
V . Audience annuelle du site web	Page 17
VI Leçons apprises et perspectives	Page 17

PRINCIPALES ABREVIATIONS

RRSSJ	<i>Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et Justice</i>
ECI	<i>Eastern Congo Initiative</i>
OSISA	<i>Open Society for Southern Africa</i>
EUPOL	<i>Mission Européenne de Police</i>
SSAPR	<i>Security Sector Accountability and Police Reform</i>
MONUSCO	<i>Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo</i>
NED	<i>National Endowment for Democracy</i>



REMERCIEMENTS

L'exercice 2014 a été riche en activités pour le RRSSJ. La plupart de ces activités ont été rendues possibles grâce aux Partenaires suivants : Eastern Congo Initiative (ECI), Fondation Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), National Endowment for Democracy (NED), la Mission Européenne de Police (EUPOL-RDC) et la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR,¹ financé par la Coopération britannique.

Le RRSSJ, à travers son Bureau de Coordination Nationale, remercie sincèrement ces différents Partenaires dont l'appui financier et technique a permis la mise en œuvre des projets planifiés pour l'année 2014.

Ces mêmes remerciements sont également adressés à l'Unité Réforme du Secteur de Sécurité de la MONUSCO pour son appui technique et moral aux activités du RRSSJ au cours de l'exercice 2014.

¹ Security Sector Accountability and Police Reform, programme financé en RDC par la Coopération Britannique

Le présent rapport annuel décrit le déroulement des principales activités menées par le Bureau de Coordination Nationale (BCN), d'une part et, d'autre part, par les membres du Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice (RRSSJ), en étroite collaboration avec leurs Coordinations Provinciales respectives. Il couvre la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2014.

Il explique brièvement le contexte de mise en œuvre, retrace les activités réalisées par le RRSSJ, tant au niveau national et qu'international, dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan Opérationnel 2014. Il relève, en outre, les résultats majeurs obtenus, les principales histoires de succès, avant de terminer sur les leçons apprises et les perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE

Le contexte politique et sécuritaire de l'année 2014 a été très mouvementé et marqué par des profondes inquiétudes dues à l'assassinat du Colonel Mamadou NDALA, dans le Territoire de Beni, aux présumées tentatives de coup d'Etat orchestrées par des sympathisants du Prophète MUKUNGUBILA, aux tueries de Beni ainsi qu'à une situation sécuritaire volatile, liée à l'activisme des groupes armés [en particulier les FDLR] et aux opérations visant leur neutralisation et/ou reddition.

Il en a été de même des vives controverses enregistrées au sein de la classe politique, autour des questions électorales et de la problématique de la révision de la loi électorale...

a) Au plan politique, l'on a noté, d'une part la nomination tant attendue du Gouvernement de Cohésion Nationale au cours de la première quinzaine du mois de décembre 2014, auquel des personnalités se réclamant de l'opposition politique ont fait leur entrée. D'autre part, il y a eu des tractations autour d'un projet de loi visant la révision de la Loi électorale en vigueur...



b) Au plan sécuritaire, la situation a été loin de se stabiliser : non seulement le processus de reddition des éléments des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda ne s'est pas fait à un rythme voulu (FDLR), mais aussi les tueries, dans une cruauté et une barbarie indescritibles, perpétrées dans les localités d'Eringeti, Oïcha, Kabasha en Territoire de Beni-Oïcha et les quartiers Ngadi et Matonge dans la ville de Beni sont la preuve de l'extrême et persistante fragilité des forces de sécurité congolaises, comme le note un communiqué de presse du Centre pour la Gouvernance² [une des Organisations membres du Groupe de Travail mis sur pied par RRSSJ].

Ces tueries, trahissent également les limites de la stratégie de recours à la force comme unique méthode de lutter contre la persistance et la prolifération des groupes armés en République démocratique du Congo.

² Communiqué de presse n°004/CEGO/D/14 du 21 octobre 2014



II. PRINCIPAUX PROJETS EXECUTES ET ACTIVITES MENEES

Le RRSSJ a eu à exécuter trois principaux projets au cours de l'exercice 2014, à savoir :

- Le Projet de « Monitoring citoyen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs » ;

- Le Projet de « Coordination, monitoring, suivi et plaidoyer sur le processus de réforme de la Police Nationale Congolaise » ;
- Projet d' « Appui à la mise en œuvre de la Police de Proximité dans la Commune de Kinshasa ».

2.1. Projet de « Monitoring citoyen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs »

Ce projet a été conjointement soutenu par Eastern Congo Initiative (ECI), la Fondation Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) et National Endowment for Democracy (NED).

Il avait pour objectifs, entres autres, de soutenir la mise sur pied et l'opérationnalisation d'un Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la Ré-

publique démocratique du Congo (RDC) et la région, signé à Addis Abeba, le 24 février 2013. Cet accord constitue le socle du renouvellement de l'engagement national, régional et international pour la paix et la stabilité de la RDC et de la région. Cependant, nulle part il fait mention – de façon explicite – du rôle à jouer par la Société Civile.

Le projet de « Monitoring citoyen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs » a visé à pallier cette insuffisance en permettant à la Société Civile de jouer son rôle de contrôle des actions menées par les acteurs impliqués dans ce processus, au nom des citoyens.

Au cours de l'exercice 2014, dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, des activités à la fois complémentaires et variées ont été menées, notamment :

L'organisation, du 30 au 31 janvier 2014, au Centre Theresianum de Kinshasa, d'un atelier national d'élaboration de la stratégie de plaidoyer du RRSSJ qui a permis au RRSSJ de disposer d'une stratégie annuelle de plaidoyer ;

La tenue des réunions du Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 (2013) ;

Salle de réunions du RRSSJ : réunion de compilation, de traitement des données et de rédaction du rapport 2, par les membres du Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 [Photo RRSSJ]



La collecte des données pour l'élaboration des rapports d'étape, sur l'état des lieux de la mise en œuvre dudit Accord;



Une vue des acteurs étatiques et non étatiques à la cérémonie du lancement du rapport préliminaire sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 des Nations unies [Photo RRSSJ]

L'Organisation, à Kinshasa (en date du 24 février 2014, dans la salle de conférences Yvonne COMPERE de l'Hôtel Sultani), et à Goma (en date du 29 avril 2014 dans la salle de conférences de l'Hôtel la Joie Piazza de Goma), de la

Conférence inaugurale sur le lancement officiel des activités du Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 (2013) ;

La publication de deux rapports du Groupe de Travail : le rapport préliminaire (le 24 février 2014) et le rapport d'étape (le 15 septembre 2014) ;

L'organisation d'une campagne médiatique autour du contenu des rapports publiés par le Groupe de Travail ;

L'organisation de la campagne nationale de plaidoyer, en faveur de la réforme du secteur de sécurité ;

La production de 2.500 exemplaires d'une brochure de format livret de poche, sur l'Accord-cadre et la Résolution 2098 ;

La réalisation des missions de plaidoyer au niveau national (Kinshasa et Goma) et international :

1. A Washington, auprès des Institutions américaines ;
2. A Bujumbura, avec le Bureau de l'Envoyé Spécial de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs ;
3. A Addis-Abeba, auprès du Conseil de Paix & Sécurité de l'Union Africaine... ;

L'échange des correspondances entre le nouvel Envoyé Spécial sur la Région de Grands Lacs avec le Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre ;

La sensibilisation des regroupements communautaires sur l'accord-cadre du 24 février 2013, la réforme du secteur de sécurité, en particulier la réforme de la Police de l'Armée, etc.



2.2. Projet de « Coordination, monitoring, suivi et plaidoyer sur le processus de réforme de la Police Nationale Congolaise »

Ce projet a bénéficié de l'appui financier et technique de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR³ et a eu pour objectif de « Promouvoir un engagement soutenu des communautés dans le processus de la Réforme du Secteur de Sécurité et Justice en République démocratique du Congo en vue d'une redevabilité des parties prenantes, spécifiquement dans la réforme de la police ».

Parmi les activités-phares ayant accompagné l'exécution de ce projet, il y a lieu d'épingler :

- L'argumentaire de plaidoyer, développé en janvier 2014 et largement médiatisé, en faveur de la prise en compte des besoins en crédits budgétaires de la Loi portant programmation de la mise en œuvre de la réforme de la Police, pour la période 2014-2017, dans la Loi des finances de 2014 ;



- L'Organisation, le 27 février 2014 à Kinshasa, d'un forum d'échange d'informations sur l'usage d'armes à feu par les agents de la Police ;
- L'organisation, en mars 2014, des missions de suivi du Bureau de Coordination Nationale du RRSSJ, auprès des Coordinations RRSSJ des provinces-pilotes du Programme SSAPR [Matadi/Bas-Congo, Kananga/Kasaï-Occidental et Bukavu./Sud-Kivu] ;

Missions de suivi en provinces :



Bukavu : auprès du Commissariat Provincial de la PNC/Sud-Kivu

Kananga : mission conjointe Députés Provinciaux-RRSSJ auprès du Commandant District/PNC



Matadi : les Chefs de Quartier sont impliqués dans la Dynamique Communautaire

- Le renforcement des capacités des Dynamiques Communautaires de Kinshasa, Bukavu, Matadi et Kananga en vue d'une interaction efficace, entre la population, le RRSSJ et les prestataires du secteur de sécurité, dans le cadre de l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité.

³ Security Sector Accountability and Police Reform, programme financé en RDC par la Coopération Britannique

2.3. Projet d' « appui à la mise en œuvre de la Police de Proximité dans la Commune

Les activités ci-dessous décrites ont exclusivement concerné la mise en œuvre du Projet COREKIN [Commissariat de Référence de Kinshasa], qui a connu l'appui technique et financier de la Mission européenne de Police [EUPOL-RDC].

- Atelier de renforcement des capacités des journalistes organisé, à Kinshasa dans la salle de réunions du

RRSSJ (du 23 au 24 avril 2014).

L'objectif de la formation était de « renforcer l'implication des professionnels des médias dans la mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale, en particulier l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité à Kinshasa » ;



Salle de réunions du BCN-RRSSJ : attention soutenue des journalistes, y compris la presse de la Police, lors des exposés sur la réforme de la Police Nationale Congolaise [Photo RRSSJ]

7 journalistes de l'audiovisuelle, 6 de la presse écrite et 2 autres de la Presse de la Police Nationale Congolaise.

- Atelier de formation à l'attention des membres du futur Conseil Local pour la Sécurité de Proximité [CLSP] de la Commune de Kinshasa.



Le Bourgmestre de la Commune de Kinshasa [au centre], entouré des participants à l'atelier de formation des membres du futur Conseil Local pour la Sécurité de Proximité de la Commune de Kinshasa [Photo RRSSJ]

- Forums de pré-diagnostic sécuritaire des Zones Communautaires des sept quartiers de la Commune de Kinshasa [du 12 au 29 septembre 2014]. Lesdits forums ont été organisés en perspectives du lancement du Conseil Local de Sécurité de Proximité « CLSP » ainsi que du numéro d'urgence de la PNC, le « 112 » ;
- Sensibilisation porte à porte autour du concept de Police de Proximité, dans la Commune de Kinshasa. Il s'en est suivie une vaste campagne médiatique, avec la diffusion des émissions consacrées à la réforme de la police, à la Police de Proximité et aux représentations de théâtre participatif, réalisées en partenariat avec Search for Common Ground et EUPOL [mars 2014] ;
- Sensibilisation à travers le théâtre participatif, dans le cadre du partenariat entre la Police Nationale Congolaise, la Mission européenne de Police [EUPOL-RDC], Search for Common Ground et le RRSSJ. Du 17 au 23 mars, la troupe théâtrale COREKIN a réalisé 21 représentations, en guise de tournée dans les quartiers de la Commune de Kinshasa.

III. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

Pour tous les projets mis en œuvre au cours de l'exercice 2014, les principaux résultats obtenus sont les suivants :

- La mise en place, le lancement et l'opérationnalité du Groupe de Contact (Groupe de Travail), devenu depuis lors un interlocuteur privilégié de la Société Civile, en ce qui concerne

le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, car il dispose, de l'expertise, de la légitimité et de la crédibilité lui conférant les compétences nécessaires pour s'assumer, face à une telle responsabilité et cela grâce à la mise en œuvre des activités au cours de l'exercice 2014 ;



Salle de réunions du CSRP : une vue des réunions techniques des parties prenantes de la réforme de la Police Nationale dont le RRSSJ [Photo RRSSJ]

- Le partenariat et la collaboration entre le Groupe de Travail et les mécanismes national et régional [une rencontre a été organisée, à Kinshasa, entre le Groupe et le Bureau de l'Envoyée Spéciale du Secrétaire Général des Nations unies pour les Grands Lacs] ;
- L'organisation des réunions de sensibilisation et de vulgarisation en provinces, lesquelles ont permis aux Organisations de la Société Civile d'adhérer davantage dans le processus de participation citoyenne au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre ;
- La rédaction et la publication de deux rapports (rapport préliminaire et rapport d'étape) sur l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 (2013) du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- Large contribution du RRSSJ à la prise des mesures d'application de la loi organique portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale Congolaise ;
- Le RRSSJ est devenu un interlocuteur privilégié de canalisation de la demande de la population, en matière sécuritaire, vers des prestataires des services de sécurité ;
- Le processus de rapprochement Police-Population, entamé, est en progression ;

- Une cohérence et une meilleure intervention de la Société Civile (RRSSJ) dans la capitalisation et la consolidation des acquis des expériences-pilotes du processus de la réforme de la police est garantie ;
- La population locale a acquis la capacité d'identifier ses propres problèmes de sécurité, de les analyser et d'exprimer ses besoins en la matière ;
- L'intégration de l'approche de « Dynamique Communautaire » dans le cadre de l'implémentation de la Police de Proximité dans la Commune de Kinshasa ;
- La formation, l'installation et l'utilisation de 105 « Relais Communautaires » ;
- L'interaction et le renforcement de partenariat avec le Bourgmestre, le Commandant du Commissariat de Référence de la Commune de Kinshasa (COREKIN), les Chefs de Quartier et de Rue ;
- Le début d'intériorisation [par la Police et la Société Civile] de la culture de recherche collective des solutions aux problèmes locaux de sécurité et de redevabilité [restitution à la base] ;
- La préparation des acteurs de la Société Civile et de la population à l'avènement des Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité...

IV. HISTOIRES DE SUCCES

Une histoire à succès, intervenue quelques jours auparavant, mérite d'être reprise et mentionnée, pour le compte du quatrième et dernier trimestre de mise en œuvre du projet de « Monitoring citoyen de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs ». Il s'agit, en effet, d'une des prestations du Secrétaire Général des Nations unies devant le Conseil de Sécurité où il a eu à déclarer ce qui suit :

« ... Au cours de la période considérée, mon Envoyée spéciale a intensifié ses contacts avec les acteurs de la société civile au cours de ses déplacements dans la région. Je me félicite qu'une coalition des organisations de la société civile en République démocratique du Congo ait établi un rapport sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour marquer le premier anniversaire de sa signature. Cela donne à penser que les acteurs de la société civile congolaise sont véritablement prêts à suivre la mise en œuvre de l'Accord-cadre et demander des comptes à leur gouvernement. Mon Envoyée spéciale a également collaboré avec les représentants de la société civile au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda pour recueillir leurs vues sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre⁵ ».

Cet extrait du rapport du Secrétaire Général des Nations unies sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, présenté le 24 septembre devant le Conseil de Sécurité, est plus qu'un simple témoignage – aux yeux du monde – sur l'implication et l'engagement de la Société Civile congolaise.

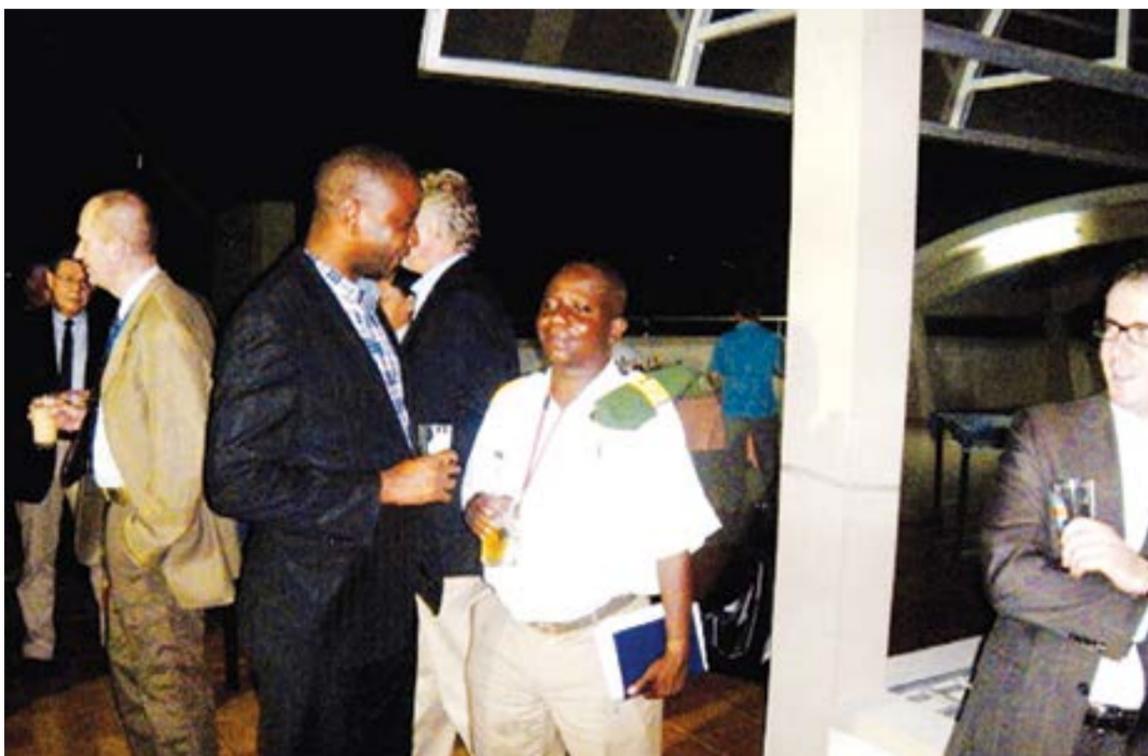
Il s'agit plutôt de l'appréciation – à sa juste valeur – et de la confirmation de l'action menée par le Groupe de Travail et le RRSSJ, en faveur du respect et de l'application de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Près d'un mois auparavant, au cours d'une réunion du 29 août au CEPAS [Kinshasa-Gombe], le nouvel Envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Monsieur Djinnit SAID, a eu à citer nommément le Groupe de Travail et à parler de la qualité des rapports publiés par celui-ci ainsi que de sa légitimité auprès des partenaires impliqués.

Il en est de même pour les différentes rencontres de plaidoyer organisées, ci-haut décrites, lesquelles constituent aussi des histoires à succès. Cette sorte de « traitement privilégié » réservé au RRSSJ et – dans une large mesure – au Groupe de Travail pour le suivi de l'Accord-cadre, au nom et pour le compte de la Société Civile congolaise dans des réunions restreintes/stratégiques, prouve à suffisance que le RRSSJ est actuellement considéré comme un interlocuteur incontournable, crédible et véritablement engagé dans le processus de la réforme du secteur de sécurité en RDC.

A Kinshasa, en date du 17 septembre 2014, soit deux (2) jours après la publication du deuxième rapport du Groupe de Travail, le Président de la République a convoqué une réunion du Comité de Pilotage du Mécanisme National de Suivi dans le but de faire une évaluation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Il s'en est suivi la réponse à une des recommandations du rapport du Groupe de Travail, avec la signature des Ordonnances portant mise en place du personnel-clé de nouvelles Structures des FARDC. Ce qui avait été recommandé dans le rapport.



⁵ Extrait du rapport du Secrétaire Général des Nations unies, présenté le 24 septembre 2014, devant le Conseil de Sécurité, p.15, §46.



Installations de la Mission EUSEC à Kinshasa : le Coordonnateur National du RRSSJ, échangeant avec le Colonel BATABOMBI du SECAS, sur le bien-fondé de la formation en éducation civique des militaires des FARDC

Un autre cas de succès à relever : au cours d'une réunion du Comité de Pilotage de la Composante « Ap-pui à la Réforme de la Justice et de la Sécurité » du Programme des Nations unies pour le Développement [PNUD], Monsieur Richard MUYEJ, Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières de l'époque a eu des mots encourageants pour le RRSSJ, en ces termes :

« ...Vous travaillez pour la Nation ; merci et félicitations ! ». Cette rencontre a eu lieu le 21 novembre 2014, au Cercle ELAÏS de Kinshasa-Gombe. Le RRSSJ s'est fait plus remarqué par sa spécificité de regroupement d'analyse, de plaidoyer et des propositions constructives, en faveur d'une réforme transformationnelle de l'Armée, de la Police et de la Justice...

V. AUDIENCE ANNUELLE DU SITE WEB DU RRSSJ

Du 1er janvier au 31 décembre 2014, le nombre d'article publiés s'élève à 1523. De son côté, l'audience se présente comme suit :

- Nombre de sessions : 7.909
- Nombre de visiteurs : 5.676
- Pages visitées : 16.347
- Durée en Moyenne : 00 :03 :14
- Nouvelles visites : 70.93%

La majorité des visites ont été sur les rapports et les articles d'actualité ayant trait à la situation sécuritaire, publiés sur le site.

Il existe une liste de distribution de 219 abonnés.

VI. LEÇONS APPRISES ET PERSPECTIVES

6.1. Leçons apprises

Comme ci-haut souligné, l'une des grandes leçons apprises, est la tenue régulière des réunions du Groupe de Travail, lesquelles ont révélé une grande dynamique et une expertise diversifiée, ayant favorisé la réalisation d'un travail de qualité, bien apprécié par les partenaires et le public. Les deux rapports qui s'inscrivent à l'actif du bilan du Groupe de Travail ont connu un bon accueil et récolté un franc succès sur terrain, particulièrement auprès des milieux diplomatiques.

Les interventions du Groupe de Travail, dans le domaine de monitoring et de plaidoyer, lui ont permis de développer une expertise certaine pour influencer positivement sur les questions importantes quant à la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Ceci laisse à affirmer, à l'heure actuelle, que le RRSSJ dispose de l'expertise, de la légitimité et de la crédibilité lui conférant les compétences nécessaires pour s'assumer, face à une telle responsabilité.

6.2. Perspectives

C'est dans l'esprit de continuer dans le même élan que le Plan Opérationnel du RRSSJ pour l'exercice 2015 se révèle comme une véritable occasion, pour le réseau de continuer à jouer un rôle important, tout en encourageant la culture de rendre compte au sein du secteur de sécurité, par le suivi du comportement des prestataires des services de sécurité en RDC, en attirant principalement l'attention sur les déviations des lois nationales et internationales et sur les bonnes pratiques, en suggérant des moyens adéquats d'améliorer la responsabilité, en focalisant l'attention sur la promotion de la sécurité humaine...



RESEAU POUR LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE ET DE JUSTICE